

Ébauche

Jean-Pierre Aubry

Le novembre 1, 2014

Colloque du 3 novembre pour souligner les cinq premières parutions de *Québec économique*

Un merci au CIRANO, à Luc Godbout et à Marcelin Joanis pour les invitations à participer à la rédaction du premier et du cinquième livre ainsi qu'au présent colloque.

Après la crise et la récession, ajustements majeurs et graduels des PIB potentiels

Les politiques publiques doivent stimuler l'offre beaucoup plus que la demande

D'une certaine façon, mon exposé fait le pont entre mes deux articles publiés dans *Québec économique* 2009 et 2013.

- Il y a toujours eu des révisions à la baisse des PIB potentiel après les récessions. Cette fois, elles sont encore plus grandes. Les raisons : crise financière, plus forte récession et plus grands chocs d'offre. Le Canada, l'Ontario et le Québec ne font pas exception **Voir diapositives 2-11**
- Chocs d'offre
 - 1 Début d'une meilleure perception des effets du vieillissement de la population. **Voir les diapositives 12-15**
Québec ratio des 65+/15-65 ans 2011 (23%) 2041 (51%)
 - 2 Plus grande concurrence internationale (difficulté à demeurer compétitif); globalisation des marchés
Phénomène amplifié par le mal hollandais, mais diminué par certains effets reliés à la péréquation.
 - 3 Changements technologiques et changement dans les intrants
Notamment pour le Québec dans les secteurs de l'énergie, de l'information (papier journal)

- Stimuler d'abord l'offre (immigration, taux de participation, infrastructures collectives, éducation et formation, investissement, fiscalité, plus grande flexibilité pour les facteurs de production (quantité, qualité, coûts et fiscalité))
- **Il faut faire des choix pour faciliter le redéploiement de l'économie.**
Créer de bonnes conditions générales et choisir des domaines clefs. Éviter le saupoudrage.
- Stimuli de la demande indirectement via les stimuli de l'offre (ex. infrastructures collectives, les dépenses en éducation et santé). Regarder le solde budgétaire selon la comptabilité de caisse. L'augmentation des dépenses en santé source d'une augmentation de la demande intérieure.
- Intégrer les choix de politiques publiques et budgétaires à l'intérieur d'une projection à long terme.
- Dans le passé, on a surestimé la performance en termes du PIB, de la productivité et des taux réels d'intérêt (**diapositive 16 à 18**)
- On a besoin d'un secteur d'exportation dynamique (**diapositives 19 à 21**).
Le Québec est une petite économie qui fait face à une demande globale énorme et celle-ci est en croissance.
- Pourquoi a-t-on besoin de tant d'incitatifs (crédits d'impôt et subventions), même dans les secteurs de pointe où nous faisons relativement bien? Est-ce que nos coûts unitaires sont trop élevés? Coûts trop élevés ou/et productivité trop faible ou/et mauvais choix de niches de production???
- A-t-on la bonne stratégie, aide gouvernementale à la mobilité et la formation versus crédits d'impôt et subventions?
- Performance américaine, histoire de se mettre l'eau à la bouche (diapositives 22, 23)

NOTES SUPPLÉMENTAIRES

Une des tentations face à la crise financière ainsi qu'à la récession et la lente reprise qui ont suivi est de stimuler la demande intérieure en donnant moins d'importance à la réduction des déficits gouvernementaux. Certains lauréats du prix Nobel d'économie prônent une telle approche. Même le FMI a assoupli sa position et mis beaucoup moins d'emphase sur le retour à l'équilibre budgétaire de peur que plusieurs économies soient prises dans le cercle vicieux suivant : mesures d'austérité => baisse de PIB => plus grand déficit => plus de mesures d'austérité... C'est le genre de discours qu'on entend présentement tout spécialement pour les pays de la zone euro

La crise financière et la lenteur de la reprise ne sont pas que la réaction à un problème monétaire. La crise financière et la récession qui a suivi sont en partie un ajustement macroéconomique au fait que de nombreux pays développés avaient de sérieux problèmes de compétitivité masqués par une demande intérieure «boostée» par un haut niveau d'endettement. En fait, la demande agrégée dépassait l'offre potentielle à moyen terme. Cette situation a fait en sorte que des secteurs de production se sont maintenus et ont parfois progressé au-dessus de niveaux compatibles avec les équilibres de long terme. La crise financière et la récession qui a suivi ont mis fin à cette situation marquée par l'exubérance.

Nous sommes à mille lieux d'une situation typique où le PIB potentiel n'a pas changé depuis le début de la crise financière et où le PIB observé revient très lentement vers cette ligne de potentiel à cause d'un manque de demande intérieure. Ce que les analystes et projectionnistes ont fait ces cinq dernières années c'est plutôt de réviser graduellement à la baisse le niveau et le taux de croissance du PIB potentiel de nombreux pays, y compris celui des pays qui ont relativement bien fait, comme les États-Unis. Le PIB potentiel des pays développés sera plus bas et croîtra à un taux sensiblement plus faible qu'on ne le pensait en 2008. Le Canada, l'Ontario et le Québec ne font pas exception.

Tous ces ajustements se passent dans un environnement macro-économique où les stimulés gouvernementaux pour hausser la demande sont depuis plusieurs années à un niveau très élevé. Pensons au fait que la détente monétaire extrêmement élevée dans ces pays. Pensons également à l'existence d'importants déficits budgétaires qui ont pour effet de stimuler la demande intérieure. Si au Québec le véritable déficit est relativement faible selon la comptabilité d'exercice (1 G\$ pour 2014-2015), sur une base de compatibilité de caisses (ou de déboursés) il est beaucoup plus élevé. Avec tous les projets d'infrastructure qui sont capitalisés mais qui stimulent la demande intérieure on doit se demander comment se fait-il que le niveau de l'emploi ne soit pas plus élevé et pourquoi le secteur privé ne prend pas une part plus grande de la relance.

De plus, le niveau du PIB de l'ensemble de nos clients effectifs et potentiels est présentement plus élevé qu'il ne l'était avant la crise financière. De sorte qu'on ne peut pas dire que si ces derniers n'achètent pas nos produits c'est que nos clients sont moins riches. **Le Québec est une petite économie qui fait face à une demande globale énorme et celle-ci est en croissance.** C'est à lui de lutter pour maintenir et même accroître ses parts de marché.